

KANGURA

Version française

K0037397

IGWI RIGAMIJE GUCYURA IMPUNZI ZABANYARWANDA

N° 61

Prix: Zaire 1.000 NZ; KENYA, TANZANIE 300S; BURUNDI 1.000 Fbu

EDITO

POURQUOI LE FPR A COMMIS DES MASSACRES !

Depuis le 1er Octobre 1990 jusqu'au 6 Avril 1994, le pays a connu des événements de stress nouveaux tels des massacres collectifs répétés, des attentats et assassinats d'hommes politiques, des expositions de bombes dans les marchés, des véhicules de transports en commun, des lieux et bâtiments publics. Le Rwanda vient d'en faire l'expérience, et il risque d'en être de même au Burundi, ces événements ont contribué à un conditionnement de la population dont le résultat n'a pu se mesurer qu'à l'ampleur des massacres.

Les responsabilités de ces actions ont été rapidement mises sur le compte soit du Président Habyarimana et de son entourage soit sur celui du FPR et de ses collaborateurs. Plusieurs réfugiés rencontrés demandent que des enquêtes puissent être menées pour pouvoir connaître les commanditaires et les auteurs de ces actes criminels pour éviter qu'ils ne reprennent avec la même ampleur et la même impunité mettant en péril tout processus de reconstruction et de réconciliation nationale.

(la suite dans les pages suivantes)

1. Ni ngombwa ko dutaha ku mirwano kandi vuba tukajya kubohoza igihugu cyacu cyigabijwe n'abanyamahanga
2. Twaganiriye n'abayobozi ba HCR batubwira ukuntu abahutu bicwa mu Rwanda
3. Bamwe mu bahutu batashye baratugambanira amanwa n'ijoro. Urugero ni urwababa ku Gisenyi.
4. Pourquoi le FPR a commis des massacres?
5. Les négociations sur le retour des réfugiés.
6. La responsabilité du FPR dans la mort des TUTSI.
7. Qui sera le rescapé de la guerre après le retour des HUTU dans leur terre promise?

KANGURA N° 61 DU 15 AU 30 SEPTEMBRE 1994

Imprimé à Nairobi par Nairobi Printer

IMPRIME A NAIROBI PAR NAIROBI PRINTER

EDITORIAL**POURQUOI LE FPR A COMMIS DES MASSACRES !**

Depuis le 1er Octobre 1990 jusqu'au 6 Avril 1994, le pays a connu des événements de stress nouveaux tels des massacres collectifs répétés, des attentats et assassinats d'hommes politiques, des expositions de bombes dans les marchés, des véhicules de transports en commun, des lieux et bâtiments publics. Le Rwanda vient d'en faire l'expérience, et il risque d'en être de même au Burundi, ces événements ont contribué à un conditionnement de la population dont le résultat n'a pu se mesurer qu'à l'ampleur des massacres.

Les responsabilités de ces actions ont été rapidement mises sur le compte soit du Président Habyarimana et de son entourage soit sur celui du FPR et de ses collaborateurs. Plusieurs réfugiés rencontrés demandent que des enquêtes puissent être menées pour pouvoir connaître les commanditaires et les auteurs de ces actes criminels pour éviter qu'ils ne reprennent avec la même ampleur et la même impunité mettant en péril tout processus de reconstruction et de réconciliation nationale.

C'est pourquoi, ils demandent que des enquêtes soient menées pour connaître la vérité sur les faits suivants:

En ce qui concerne le Président Habyarimana et son entourage

Les responsabilités des massacres commis entre le 1er Octobre 1990 et le 6 Avril 1994 dans les Préfectures de Ruhengeri, Byumba, au Bugesera et sur les Bagogwe, celles des assassinats politiques spécialement d'Emmanuel Gapyisi et Félicien Gatabazi, doivent être établies pour savoir si le Président Habyarimana ou les personnes liées au réseau

communément appelés l'*escadron de la mort* et qui serait structuré au tour du Colonel Bagosora sont impliqués.

En ce qui concerne les personnalités du FPR

Les responsables politiques et militaires - le Général Kagame et Mr Bizimungu du FPR doivent nécessairement répondre des griefs qui seront reprochés au FPR. On peut simplement se mettre derrière le gouvernement du FPR sans que les personnalités suivantes, au même titre que les autres, répondent des faits qui leur sont reprochés avant qu'ils bénéficient de la confiance de la population:

Pour les meurtres des politiciens

Monsieur Twagiramungu Faustin, Premier Ministre du Gouvernement du FPR, Seth Sendashonga, Ministre du FPR et le Major Karenzi, officier supérieur de l'armée du FPR: pour caution, complicité, organisation et réalisation du meurtre de M. Emmanuel Gapyisi.

Messieurs Faustin Twagiramungu, Jean Népomuscène Nayinzira, Ministre du FPR et le Major Karenzi, officier du FPR: pour complicité, organisation et réalisation du meurtre de M. Félicien Gatabazi alors Ministre des Travaux Publics et de l'Energie.

M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre et le Major Karenzi: pour organisation et incitation au meurtre de M. Bucyana Martin, Président de la CDR.

pour une Justice impartiale

Un tribunal international va se mettre en place. C'est le souhait de plusieurs rwandais. Mais les conclusions de ce tribunal ne pourront pas servir à la réconciliation nationale avant que certains préalables ne soient posés car il risque de se mettre au service d'un gouvernement d'une partie de la population et surtout de collaborer avec un Ministre de la Justice, M. Alphonse Nkubito, dont l'attitude est jugée par beaucoup comme partielle.

En effet:

M. Alphonse Nkubito qui a été Procureur Général de la République, avant le 6 Avril 1994, au moment où des exactions, des massacres et des attentats étaient commis, se trouve Ministre de la Justice de l'une des parties soupçonnées d'avoir commis ces crimes.

Les résultats des enquêtes menées au sujet des crimes commis avant le 6 Avril n'ont jamais été communiqués au public. M. Alphonse Nkubito, alors Procureur Général de la République, a-t-il eu des blocages dans son travail ou a-t-il couvert le FPR car pratiquement aucune enquête n'a pu aboutir à l'arrestation des coupables ? Du fait qu'il s'est mis à la disposition d'une des parties soupçonnées, son impartialité et sa neutralité sont remises en doute.

Au début de la reprise des combats et durant la guerre, M. Alphonse Nkubito a travaillé avec plusieurs organisations de Droits de l'Homme dont Amnesty International, et plusieurs Organisations Non Gouvernementales. La bonne foi de ces institutions ne peut être mise en doute. Toutefois, plusieurs personnes rencontrées considèrent que des crimes commis par le FPR, dont actuellement M. Alphonse Nkubito est Ministre de la Justice, n'ont pas été communiqués au public par Amnesty International au même titre que d'autres crimes reportés au mois d'Avril, de Mai et de Juin 1994.

Il est établi que M. Alphonse Nkubito était au courant de la

plupart de ces crimes. Il est évident dans ces conditions, et avant que la réalité ne soit connue, qu'aucune confiance ne peut être accordée par une grande partie de la population au nouveau Ministre de la Justice du FPR soit comme Ministre d'un Justice de réconciliation soit comme militant impartial des Droits de l'Homme.

La préparation de la guerre

La victoire militaire a été celle du FPR et de ses alliés et la victoire politique celle des médias. Dans tous les cas, c'est tout le Peuple Rwandais qui a perdu face à une guerre minutieusement préparée et appuyée par des pays plus forts.

C'est dans ce cadre que plusieurs Rwandais demandent qu'une enquête soit menée sur l'utilisation des médias contactés bien avant le 6 Avril 1994 dans le cadre de l'étude de communication commanditée quelques mois avant le début de la reprise des combats par M. JMV Ndagijimana, alors Ambassadeur du Rwanda à Paris et actuellement Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement du FPR.

LA SITUATION DANS LES CAMPS

K0037400

La presse n'a pas rendu ou n'a rendu qu'à 1/10 la réalité dans les camps: La mort prend chaque jour des milliers de personnes, elle rôde, elle est là, à chaque instant. Les morts dans trois se compteront par millions.

La déchéance humaine est totale: les cadres de l'administration, des professeurs d'Université, des chercheurs, des chefs d'entreprises, des prêtres, des étudiants, des religieux et des religieuses, des partenaires d'ONG, des paysans, des membres et responsables des syndicats chrétiens ou laïcs, vieux, jeunes, enfants, femmes et hommes... errent indistinctement dans les camps, d'autres sont assis à même la route, comme des zombies, tels des morts sortis des tombeaux... C'est d'autant plus triste que ceux-là, on le sait bien ont été victimes. Les véritables coupables sont ailleurs.

Ce que le Rwanda avait aussi de meilleur ou ce qui en reste d'hommes et de femmes, est anéanti, loin des regards du monde, conscient qu'une propagande éhémérément orchestrée les a appelé "tous des massacreurs" pour les isoler et les maintenir dans cet état. Des employés de l'Union des Banques Populaires du Rwanda qui n'ont "hébergé", regroupés avec leurs familles, pères et mères partant avec leurs enfants, leurs familles élargies, des inconnus, jeunes, vieux, filles garçons. Il n'y a plus de familles, il n'y a plus d'identité... il n'y plus de "Banques Populaires" dans ce local d'une école primaire à Bukavu où tout est déchéance. La délimitation du "territoire de chaque famille" est matérialisée par un balcon posé à même la soi que les plus courageux ont pu amener jusque là. Depuis bientôt 6 mois, ils errent dans leur pays, chassés par une guerre sans pitié et à outrance et sont maintenus "comme massacreurs" dans des situations de disparition totale. La plupart a perdu jusqu'à la volonté de se battre pour survivre.

Les relations dans les camps avec les organismes d'aide humanitaire sont tendues, souvent haineuses et dangereuses.

Les chiffres donnés aux organismes d'aide sont sous estimés à 1/3 pour que les gens rentrent, et ainsi les aides qui arrivent ne suffisent pas.

La distribution des tracts par les organismes internationaux donne un exemple

été remis, pour inciter les gens à rentrer est considérée comme un signe de prise de partie. Ce tract reprend en couleur le drapeau des Nations Unies et ceux de certains pays dont les organismes participent à l'opération, au verso est repris en français et en kinyarwanda le texte suivant: "Je suis Rwandais, je veux retourner au Rwanda mon pays. Pour trouver: sécurité, soins médicaux et eau potable".

La conception du FPR, partagée par des organismes internationaux, de la distribution des vivres le long des routes, les fameux "relais humanitaires", pour encourager le retour est un signe de plus de confusion: "on met de petits morceaux de viande sur le chemin du retour pour attirer un chien méchant et peureux dans sa cage".

La campagne anti-française et spécialement de l'opération turquoise, alors que celle-ci a permis de sauver des vies humaines dont certaines familles qui sont maintenant à Bukavu et à Goma, considérée comme une campagne FPR et a été très longtemps relayée par certains organismes humanitaires.

La mise à l'écart des Rwandais dans l'encadrement des réfugiés et les soins des réfugiés - médecins, infirmières, assistantes sociales, personnels et membres d'ONG... ne facilite pas la communication entre les organismes d'aide humanitaire et la population.

La pression des Gouvernements des pays dont ces organismes sont originaires et le Gouvernement de Kinshasa afin de faire chasser les réfugiés est aussi interprétée comme un signe de prise de position en faveur du FPR.

Les organismes d'aide humanitaire ont des problèmes importants, car tout est symbole et image à l'instar de la perception que les gens ont des radios qui émettent en direction des réfugiés.

La radio "Agashya" de "Reporters sans Frontière", considérée comme neutre est réellement utile car diffusant les nouvelles et des conseils pratiques sur la vie des camps.

La radio "Mwandeleo", une petite radio d'ONG de Bukavu, émettant dans un studio insonorisé par des emballages d'œuf, est extrêmement écoutée, elle est déjà connue par certains avant leur arrivée et elle laisse passer des communiqués concernant les familles et la vie dans les camps.

L'action de la radio "Amahoro" est mal perçue certains de ces speakers sont considérés comme des proches de M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du Gouvernement du FPR, la radio a eu le malheur de diffuser des chansons qui passent régulièrement à la radio "Muhabura" du FPR.

LES RESPONSABILITES DES NATIONS UNIES

LES NEGOCIATIONS SUR LE RETOUR DES REFUGIES

Pendant cette guerre les Nations Unies ont été omniprésentes. A travers les décisions qu'elles ont prises elles ont influencé le cours des événements soit directement soit indirectement par les organisations apparentées.

La première responsabilité de l'ONU au Rwanda dans le cadre de cette guerre, s'établit par sa participation dans les négociations sur le retour des réfugiés, négociations menées avant le 1er Octobre 1990, date de la première attaque du FPR. Plusieurs Rwandais se seraient attendus à ce que les Nations Unies, et spécialement le Haut Commissariat aux Réfugiés, aient pu informer suffisamment les pays décideurs pour permettre de stopper une attaque conduite par des officiers de l'armée Ougandaise et soutenue clairement par l'Ouganda. Déjà, à ce niveau, les Nations Unies et spécialement le Haut Commissariat aux Réfugiés prenaient une responsabilité internationale grave.

Dans ce rapport, nous ne rappellerons pas les manquements des Nations Unies dans tout le processus, nous nous limiterons seulement à ceux qui ont trait aux événements récents.

LE TRANSPORT DES TROUPES DU

FPR

Les troupes des Nations Unies ont joué un rôle important dans l'escorte des troupes du FPR de Mutindi à Kigali. Il avait été prévu dans les accords d'Arusha que le FPR n'introduise à Kigali que 500 personnes, or il est actuellement établi que le FPR avait introduit avant le 6 Avril 1994 plus de 900 personnes. Plusieurs observateurs parlent de 2000 personnes. Cette augmentation d'effectifs entre le 28 Décembre 1993 et le 6 Avril 1994 n'a été rendue possible que grâce à l'escorte des militaires du FPR par les Casques Bleus. Des armes ont été introduites à Rutongo et à Kigali grâce à la couverture et sous escorte des casques bleus.

UTILISATION DE LA LOGISTIQUE DES NATIONS UNIES

Tout au long de cette guerre, à partir du 6 Avril 1994, des combats violents ont eu lieu à partir des positions tenues auparavant par les Casques Bleus: les maisons louées par le Minuar à Nyamirambo, à Rebera l'Horizon, à Kicokiro, à Kimihotura, à l'Hôtel Méridien, et au stade Amahoro aux mains des casques bleus avant le 6 Avril ont servi de positions renforcées du FPR. Des positions tenues par les Casques Bleus ont été utilisées par une des parties en conflit sans qu'il ait dénonciation des Nations Unies. Bien plus, plusieurs personnes, militaires et civils, interrogées aimant que les Casques Bleus ont facilité les déplacements des troupes du FPR à Kigali et à l'intérieur du pays.

LA MORT DES CASQUES BLEUS BELGES

Les casques bleus Belges ont été tués par des militaires Rwandais. C'est un fait connu. Les responsables doivent être identifiés et jugés. Par contre ce qui n'a pas été dit c'est que lorsque les Casques Bleus ont été envoyés pour rendre le Premier Ministre Agathe Uwilingiyimana prononcer un discours à la Radio, le commandement des Casques Bleus ne pouvait pas ignorer qu'il les envoyait dans une mission sans

En effet:

Il était connu que Madame Uwilingiyimana Agathe avait tenu chez elle, le 4 Avril 1994 une réunion de militaires, dont un officier supérieur qui est prêt à témoigner, pour leur demander de faire un coup d'Etat contre le Président Habyarimana. Cette réunion s'est terminée en queue de poisson et les discussions qui s'y sont tenues ont été directement connues de l'extérieur, des officiers de l'Etat Major en ont parlé.

Le Commandement des Casques Bleus n'ignore pas que l'action de Madame Agathe Uwilingiyimana était bien une tentative de coup d'Etat qui vaut souvent une condamnation à mort. Par le fait d'avoir tenu la réunion pour demander à des militaires de faire un coup d'Etat, dès l'attentat qui a coûté la vie au Président Habyarimana Juvénal deux jours après, Madame Uwilingiyimana Agathe était particulièrement désignée comme complice des auteurs de cet attentat. Le Commandement de la Minuar devait le savoir, Mme Agathe Uwilingiyimana était une cible.

Déjà dans la nuit du 6 Avril des incidents avaient opposé des militaires casques bleus belges à des militaires rwandais. Des militaires belges avaient déjà eu des problèmes en tentant de s'approcher de l'épave de l'avion présidentiel.

Le commandement de la Minuar devait savoir que des militaires belges pour amener Madame Uwilingiyimana Agathe prononcer un discours à la radio devaient franchir les barrages des militaires rwandais se trouvant:

- Devant la résidence présidentielle à Kiyovu
- Entre la Préfecture de la Ville de Kigali et les Bâtiments de la Soras
- En face du Ministère de la Défense et devant l'ambassade des Etats Unis d'Amérique
- A la radio même

Pourquoi, ne pouvait-on pas amener les journalistes faire des enregistrements chez Agathe Uwilingiyimana comme cela se fait en pareille circonstance ?

Pourquoi Mme Uwilingiyimana Agathe ne pouvait pas être escortée par les casques bleus rwandais qui étaient déjà chez elle et qui pouvaient être renforcés par les casques bleus du détachement se trouvant derrière les bâtiments de la Radio Rwanda à 600 mètres de sa résidence ?

Des casques bleus belges ont été envoyés chez une personne que l'on savait condamnée à mort, sans moyens de protection supplémentaires, au moment où d'autres détachements de casques bleus moins ciblés se regroupaient dans des positions renforcées sous escorte de blindés. La personne qui a pris la décision d'envoyer les casques bleus belges, le 7 Avril a-t-elle fait une simple erreur d'appréciation, de négligence ou s'agissait-il d'une volonté délibérée de manipuler la situation ?

En tout cas, sans excuser ceux qui ont tué les casques bleus, cette erreur a beaucoup pesé dans le déroulement des événements de ces 5 derniers mois du Rwanda. Les parties d'une des personnes concernées et ayant vécu de près les événements plaident elles aussi en faveur de l'ouverture d'une enquête plus approfondie sur les responsabilités du commandement de la Minuar: "Nous n'étions pas partis pour cela ! Et nous avons été surpris par une action manifestement planifiée. Ainsi, nous étions dispersés en 14 implantations; nous avons été immédiatement coupés les uns des autres. C'est ce qui explique les tergiversations du début; là où se situe la mort de nos huit soldats. Nous avons tous entendu à la radio le début de la conversation du lieutenant Lottin, mais il a fallu une journée avant d'apprendre qu'ils avaient été abattus.

Néanmoins, sitôt après, nous aurions pu nous adapter à la situation nouvelle, nous étions capables; cela nous était interdit au nom de la non-intervention dans les affaires d'un Etat. Il a fallu que nos soldats parce que Casques Bleus - acceptent sans broncher qu'on massacre sous leurs yeux".

LA COMMUNICATION D'INFORMATIONS MILITAIRES

Pendant cette guerre, toute la stratégie a été d'isoler le pays pour que les massacres se fassent "à huis clos" ou plutôt pour que l'on ne voit que ce que le FPR veut bien montrer. Beaucoup d'efforts ont été faits pour faire partir en premier lieu les expatriés et les ambassadeurs. Des informations militaires ont été communiquées entre le 7 et le 12 Avril 1994 aux ambassades par le commandement de la Minuar pour les inciter à partir. D'autres informations stratégiques qui ont été régulièrement diffusées par la Minuar. Les personnes concentrées à Goma et à Bukavu considéraient que le rôle à ce niveau par la Minuar a été préjudiciable au pays.

LÉS ASSASSINATS EN PRÉSENCE DE LA MINUAR

Plusieurs personnes ont été tuées à Kigali. Des dénonciations ont été faites par la Minuar et par les organismes de l'ONU de l'Homme. Par contre, la communauté internationale n'a pas été suffisamment informée par la Minuar des meurtres commis par le FPR sur des personnes se trouvant même sous sa protection dès les premiers jours de la guerre des hostilités. A ce sujet, la liste des personnes enlevées au Stade Amahoro ou à l'Hôpital Roi Fayçal est importante. Les deux sites étaient sous la garde des Nations Unies qui n'a pas fait echo de ces meurtres et qui n'a pas protesté.

LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES CASQUES BLEUS

Il est clair que plusieurs personnes ont mal perçues la réduction de l'effectif des casques bleus de 5000 à 270 hommes. Ils jouaient pour un rôle important pour sauver des vies humaines et pour influencer positivement l'arrêt des combats. Cette action avait une double portée: une fois que la supériorité militaire du FPR et de ses alliés était établie, il s'agissait de laisser faire pour arriver à la victoire finale d'une part et d'éloigner les contingents qui risquaient de se désolidariser du FPR d'autre part.

L'ASSASSINAT DE TÉMOINS OU DE PERSONNALITÉS POLITIQUES ET RELIGIEUSES

Au Rwanda, plusieurs personnes sont mortes, parce qu'elles étaient témoins: par exemple le Père Viamajo et les Prêtres de Byumba, ou le Capitaine Casque Bleu Sénégalais qui faisait courir un risque énorme par le fait du rôle stratégique qu'il a joué en essayant de sauver des vies humaines et en essayant d'amener les deux parties à négocier. Ces meurtres ne sont pas le fruit d'une malchance ou d'une maladresse de tireurs isolés ou "d'obus égarés" mais bien d'une action décidée.

Il en est de même du meurtre des Evêques à Uvumana. L'Evêque le plus ciblé n'était pas celui de Byumba ou l'Archevêque de Kigali, mais bien l'Evêque de Kabgayi, Monseigneur Thaddée Nsenyumva qui avait joué antérieurement un rôle important dans les négociations et la recherche de la paix: organisation et participation à des rencontres de la jeunesse des partis politiques et de celle du FPR; réunions de différentes parties en conflit, prises de position par ses écrits, formation à la démocratie, dénonciations de forfaits pendant la guerre, propositions de négociation.

Au moment où le FPR proclamait qu'il ne "voulait pas négocier avec les assassins", le nom de l'Evêque de Kabgayi étant avancé pour servir de médiateur au nom de la société civile. L'Evêque de Kabgayi, Monseigneur Thaddée Nsenyumva, n'est pas mort par accident, il ne fallait pas donner une chance à une alternative avant la victoire finale.

Il est clair que la dénonciation de ces meurtres par les Nations Unies aurait permis sans aucun doute connaître une bonne partie de la réalité et peut être de limiter les dégâts.

APPUI FINANCIER

Aujourd'hui, où il est question de discuter du retour des réfugiés et du renforcement de la Minuar, les forces des Nations Unies à Kigali fournissent les

frais de fonctionnement au Gouvernement du FPR: "we are getting some dollars via UN forces.", déclaration du Deputy Finance Minister, in Daily Nation, Friday, August 19, 1994.

Les forces des Nations Unies ne peuvent inspirer confiance à aucun réfugié si leur rôle pendant la guerre n'est pas clarifié. Le Général Dallaire, Commandant en Chef des forces des Nations Unies au Rwanda et M. Jacques Roger Schöb, Représentant Spécial des Nations Unies au Rwanda au moment des événements, ont été des témoins privilégiés et devraient être entendus au moins pour les faits. Approchés aux forces des Nations Unies, ils peuvent contribuer à rétablir la vérité.

LES RESPONSABILITES DU FPR

LA RESPONSABILITE DE LA GUERRE

Cette guerre depuis le 1er Octobre 1990 a été sans pitié. Elle n'a rien épargné. Elle a été savamment menée par ceux qui l'ont conçue. Pour plusieurs personnes à Bukavu et à Goma le début de leurs misères est là et le FPR en sera toujours le premier responsable. Les parents d'enfants étudiants recrutés par le FPR depuis 1990 mettant ainsi leurs familles en danger portent plainte.

La responsabilité du FPR, dans la guerre contre le Rwanda, pays qui n'avait connu pareil et pareille sauvagerie est claire. Il n'est pas inutile de rappeler ce que L'AFP écrit dans LE SOIR du 11 Avril 1994 sous le titre : *Les massacres entre ethnies pour tradition nationale : "Le Rwanda est depuis une trentaine d'années le théâtre de massacres inter-ethniques entre Hutus (majoritaires) et Tutsi. Le Burundi voisin, où la situation est actuellement calme, a lui aussi connu de multiples affrontements entre ces deux ethnies, qui ont fait plusieurs centaines de milliers de morts.*

historique entre les deux principales ethnies du Rwanda éclate au grand jour: les paysans hutus se révoltent contre leurs anciens féodaux tutsis, dont plusieurs milliers sont massacrés.

Fin 1963, un an et demi après l'indépendance du Rwanda (juillet 1962) qui voit l'accession au pouvoir des Hutus, des Tutsis venus principalement du Burundi multiplient les raids en direction de Nigali. La répression fera entre 10.000 et 20.000 victimes chez les Tutsis, selon les sources, suivie d'un exode massif de Tutsis (plus de 100.000) vers le Burundi.

Dix ans plus tard, entre Décembre 1972 et Février 1973, d'élèves et des étudiants hutus attaquent dans plusieurs établissements leurs collègues tutsis, à qui ils reprochent d'être trop nombreux. Il s'ensuit de nouveaux massacres de Tutsis, qui sont quelques 300 morts".

Le FPR connaît très bien l'histoire du pays. Il est étonnant que certains Hutus, extrémistes en 1972-1973 "dits modérés" aujourd'hui et ayant orchestré les événements anti-tutsi de 1972 et 1973 tels Messieurs Alexis Kanyarengwe, Pasteur Bizimungu, Aloys Nsekakije, le Dr Bilimwabagabo - Karakara- et bien d'autres, se retrouvent aujourd'hui dans les rangs du FPR défenseur des Tutsi. Il est aussi significatif que la source citée, LE SOIR, ne signale pas d'événements anti-tutsi de 1974 à Octobre 1990.

Pour plusieurs Rwandais cette alliance FPR -extrémistes Hutus est des plus étonnantes et il serait utile de connaître leur rôle dans le recrutement des membres Hutus de la jeunesse du FPR infiltrés dans les Jeunesses des Partis MRND et MDR-tendance Twagiramungu et quel a été leur rôle ainsi que celui de leurs partisans militaires ou civils dans les massacres que nous venons de connaître.

LES RESPONSABILITES DES MEURTRES ET DES MASSACRES

AVANT LE 6 AVRIL

Comme il a été dit plus haut, les ressortissants de la préfecture de Byumba ont vécu depuis Octobre 1990 des situations spécifiques d'un conflit intense et long. Une personne de Byumba, rencontrée à Bukavu ne dénombre actuellement que 5 memores de sa famille - famille non nucléaire - d'environ 80 personnes avant Octobre 1990. Il est clair que pour lui et plusieurs rwandais, le FPR doit être tenu pour responsable des massacres des populations à Byumba et à Ruhengeri et des groupes de personnes, massacres réalisés avant le 6 Avril 1994. Le FPR doit être aussi responsable d'avoir tenu pendant 3 ans des groupes de personnes, femmes, enfants et familles entières dans des camps où la survie n'était pas possible entraînant ainsi leur disparition.

LES RESPONSABILITES DANS LES MASSACRES D'INTELLECTUELS ET DE POLITICIENS HUTU.

Dès la reprise des combats le 5 Avril 1994, des familles tutsi ont été massacrées parce qu'elles étaient proches du FPR ou tout simplement parce qu'elles étaient tutsi. Les commanditaires et les auteurs de ces actions doivent être identifiés et condamnés. Cela ne fait aucun doute et doit à chaque fois être réaffirmé.

Mais, ce qui n'a pas été dit, c'est que doivent être aussi identifiés et condamnés et surtout écartés de la gestion future du pays les commanditaires et les responsables des massacres des familles hutu parce qu'elles étaient proches d'un quelconque parti politique ou parce qu'elles étaient hutu. Ceux-là, les organismes de Droits de l'Homme n'en ont pas encore parlé et c'est pourquoi nous ne citerions ici que quelques personnes tuées avec leurs familles entre le 6 et le 9 Avril 1994 par le FPR. La connaissance de ces faits commis par le FPR aurait sans aucun doute permis à la communauté

internationale de décider autrement sur son appui au FPR.

1. M. Bariyanga Sylvestre, son épouse et ses 5 enfants tués le 7 dans leur maison à Remera.
2. Colonel en retraite Hakizimana Pontien, son épouse et ses 6 enfants; tués le 7 à Remera. Celui-ci est le frère de Monseigneur Ruzindana, Evêque de Byumba, tué par le FPR à Byimana.
3. Mme Nubaha et ses 4 enfants tués dans leur maison le 7 à Remera.
4. M. Munyangabe Marcel, son épouse et 2 de ses enfants tués le 7.
5. M. Habarushaka Claudien, ancien Préfet de Kigali, tué chez lui à Remera le 9 après la fuite de son épouse et enfants.
6. M. Mujyanama Théoneste, ancien Ministre de la Justice, son épouse et ses 4 enfants tués le 9 à Remera.
7. M. Bigaya Mathias, son épouse et ses 4 enfants tués le 9.
8. Epouse Sekagina Faustin et ses 4 enfants tués à Remera le 6.
9. Dr. Agronome Habimana Aloys, son épouse et ses 4 enfants tués à Remera le 8.
10. Le Pharmacien Nsengimana Théodore, son épouse et ses 3 enfants tués le 9.
11. Me Bizimana Paul, son épouse et ses 3 enfants, tués à Remera le 8.
12. M. Bahigiki Emmanuel, son épouse et ses 3 enfants tués le 9 à Remera. Emmanuel a été professeur à l'Université Nationale du Rwanda et membre de conseils d'administration de plusieurs ONG. Il était Président du conseil d'administration de Centre de Formation et de Recherche - Iwacu.
13. Epouse et 4 enfants de M. Munyamasoko Jean Damascène.
14. M. Ngendahimana Charles, frère de Gabyiel Emmanuel assassiné le 18 Mai 1993. Conduit au Stade Amahoro sous la garde de la Minuar, M. Ngendahimana Charles a été tué après.
15. M. Semana Philibert Emmanuel, son épouse et ses 4 enfants tués à Remera le 8.
16. M. Nteziyaremye Désiré, Ingénieur Agronome, tué à Remera le 8.
17. M. Mbanzarugamba Félicien, Juriste, cadre de la Bralirwa, son épouse, ses 5 enfants et 70 personnes (enfants, femmes et hommes) réduits chez eux pensant

que la Manuar pouvait les sauver plus facilement une fois regroupés, tués à Remera le 7.

M. M. Gahutu Jean, cadre de la Banque Nationale du Rwanda, son épouse et 3 de ses enfants tués à Remera le 8.

Une enquête est nécessaire sur la disparition de Bizimana Charles, qui a lieu au mois de Mai, quand il regagnait le pays en provenance de Kibumba où il s'était réfugié avec sa famille dont Nsabimana Joséphine et ses 2 enfants, celle-ci serait au Zaïre ou en Belgique où elle s'est réfugiée. Aussi sur les personnes enlevées par le FPR pour savoir si elles sont toujours en vie, pourquoi et dans quelles conditions elles ont été détenues.

Il est clair que la liste est plus longue. Seule une enquête pour établir les responsabilités et un jugement juste des responsables pourront permettre d'établir la confiance nécessaire à un retour des réfugiés. En tenant compte de ce qu'ils connaissent du FPR et peut être que la communauté internationale ignore, ils ont l'impression qu'on ne leur laisse un choix. Contrairement à un message publicitaire diffusé sur les antennes de la chaîne de télévision française, TF1, au moment où le FPR s'installait à Nigali: "aujourd'hui les Rwandais ont le choix entre les massacreurs et les autres...". Non, le régime du FPR n'est pas un choix.

Les personnes rencontrées posent des questions sur la non diffusion des exactions commises par le FPR les premiers jours du conflit: est-ce le fait d'avoir manqué d'informations ou est-ce parce qu'une des personnalités clés ayant conseillé les organisations des Droits de l'Homme au moment du conflit. M. Nkubito Alphonse qui se retrouve Ministre de la Justice dans le Gouvernement du FPR, une des parties en conflit, a influencé les informations transmises ou les positions des ONG ou d'autres organisations avec lesquelles il a travaillé pendant la guerre ? Dans tous les cas, l'impartialité d'Amnistie Internationale et son image de neutralité sont sérieusement remises

en cause. Seule une enquête sur le rôle par Nkubito Alphonse dans les informations qui ont circulé ou qui n'ont pas été diffusées en Europe pourra permettre de rétablir une certaine confiance dans l'impartialité des organismes des Droits de l'Homme et dans la "Justice" du nouveau ministre de la Justice du FPR. Le travail des observateurs des Droits de l'Homme tel que conçu dans l'état actuel des choses risque de se heurter à une barrière d'incompréhension si une enquête sérieuse n'est pas d'abord menée sur les exactions commises par le FPR et pour savoir pourquoi ses exactions n'ont pas été communiquées au public dès le début des combats.

LA RESPONSABILITE DIRECTE DU FPR DANS LA MORT DE TUTSI

Il est clair que des Tutsi ont été tués par la population, les milices, des membres de l'armée rwandaise. Mais des témoins fiables et qui peuvent être interrogés rapportent que des groupes des Interahamwe étaient composés de Tutsi. Cette participation n'était pas forcée et ne datait pas du 6 Avril 1994. Des personnes d'une grande fiabilité rapportent que des groupes Interahamwe ont conduit des familles Tutsi soit à l'Hôtel des 1000 Collines, soit à la Paroisse Sainte Famille et que même ils tenaient des barrières à des endroits précis tel dans le quartier Kiyovu. Quel a été leur rôle dans les massacres et l'infiltration de lignes arrières de l'armée rwandaise ?

Il est maintenant établi que le FPR a tiré, avec précision et d'une façon soutenue, sur des endroits qu'il savait bien abriter des groupes importants de Tutsi, l'Eglise Sainte Famille - environ 13.000 personnes dont 2.000 de Tutsi - et l'hôpital de la Croix-Rouge pour ne citer que ceux-là.

Des témoins, paysans, rapportent aussi avoir assisté à des scènes où le FPR a tiré et tué des groupes de personnes rassemblées dans des Eglises. Ces témoins sont disponibles.

Le FPR a attiré des Tutsi dans des endroits ciblés. Un communiqué à la Radio Muramba a invité à un certain moment

"des Tutsi qui se sentent menacés à rejoindre la maison des frères Joséphites, la Paroisse Saint André et la Paroisse Sainte Famille". C'est dire que le FPR désignait les endroits cibles. Pour plusieurs personnes rencontrées, "il fallait qu'on massacre, qu'on tue en direct, il fallait dès le début et jusqu'à la victoire finale que ce soit suffisamment médiatisé pour que l'opinion en Europe empêche vos alliés traditionnels Belges et Français d'intervenir. Vous êtes tombés dans le piège". Roger Meys.

Ces événements nous ont été rapportés par des témoins directs non liés aux massacres, mais plutôt eux-mêmes, victimes des massacres des uns et des autres. Ils peuvent être consultés par les organisations professionnelles habilitées pour vérification car le retour normal au pays ne peut se réaliser que si la vérité est connue et que les responsables, quels qu'ils soient sont identifiés et jugés. Toutes les responsabilités du FPR doivent être établies au même titre que celles des Forces Armées Rwandaises et des autres formations politiques.

T W A G A N I R I Y E N'ABAYOBOZI BA HCR, BADUSOBANURIRA UKO ABAHUTU BAPFA MU RWANDA.

Umunyarwanda atari Umutapo w'inkinyoma ushibuka nyirawo agisari. Abari barabengutse inkotanyi ubu barumwe. Mu kigamba abanyarwanda na Kangura banerutse kugirana n'abayobozi ba HCR. batugaragaraye uko u Rwanda ruteye muri ibi biko kutemirwa, adetse ku bayobozi ba HCR, ba basanga FPR irimo ikora itsembakoko, kubera ko yica abahutu. Ibyo HCR yatangaje byose yabikoze kubera ko ifite ibimenyetso yahawe n'inzego z'amahanga zikorera mu Rwanda. HCR ngo yiyamye abatana bese ngo kareke ababaye utucuti bafitanye n'inkotanyi. Abakozi ba HCR bari twari twabaye ko BYU inkotanyi nasakuzaga zirwanshaho byo zizakora, none rako da. Ngo nyuma y'uko ifata utucuteza icyo FPR yakozwe n'ukwica urubozo abahutu batakunze cyangwa se batahutse.

DORE UKO HCR IBIVUGA.

Ngo twabonye abaturage bongera guhanga bava mu Rwanda. tubabapige batubwira ko inkotanyi zibica urubozo, tugira ngo ni ukubonye HCR ita, abantu baboneka ku mupaka w'u Rwanda na Zaïre, umupaka w'u Rwanda na Tanzania. Hakiyongeraho n'imirambo y'abahutu iboneka mu Kagera. Ati twaritondeye kugira ngo tudace inzego abatana, ariko bigeze nyuma dusanga barenze ukwemera. Niwwo dufashe byo gukoresha anketa. Ku bivugaga n'abahutu bacika ku ishuri. HCR ita twiyambaye ingabo z'amahanga ziba mu Rwanda, twiyambaze imiryango idakorerere Lete, ikorerere mu Rwanda. Anketa yose tuyikusanyije dusanga mu Rwanda FPR yica urubozo abahutu, abaziza ubwoko bwabo gusa. Ngo uburye abantu bawamwo na bwinshi. Ngo hari ubwo inkotanyi ziza mu ishuri zigatwara bene urugo zivugaga ngo zigiyeye kubabaza, bageraye zikababaza ari bazima, maze abantu ntibazagaragara na rimwe. Ngo hari n'ubwo ifatira abantu mu munda maze zashyamba icya kubica ntawe ubabona ngo azabiteyeho. HCR ita twasabye FPR

tuzababwirira, ese ubundi
bajyaye.

Bazagize imana dutako ku
mishyikirano nicyo cyabakiza.

DORE ABAMBASABENI
BAZAHAGARARIRA INYENZI MU
MAHANGA:

New-york	BAKURAMUJISE Muzi
Washington	DR.GASANA Anastase
Paris	Mizi christophe
Ottawa	MUNYABAGISHA Valens
Bruxelles	Denis Fohi
Rome	Mme GATABAZI Fohi
Berne	J.M.V. MBONIMPA
Bein	Michel RUGEMA
Moscou	MUNYESHURI Vincent
Tokyo	MUTENGUHA Zepha
Pekin	Silas RUGABA
Addis-Abeba	Colonel NSEZIRUNGU
Dar-Es-Salaam	La.COLEWASAMA Gerard
Kinshasa	NTIRUKINDI Antoine
Tripoli	Andre BUBIYA
Bujumbura	MAKUSA Bernard.
Suede	HABAMENSENI Collite
CAIRE	Anri SUEBI
Kampara	SEGASAYO Maximilien
Prétoria	KARENZI Ephaz
Nairobi	KAYINAMURA Gédéon
Londres	Major NSENGA Isaac
Israhel	

INKURU YA NYUMA
ITUGEZeho HANO I NAIROBI
IRAVUGA KO LETA ZUNZE
UBUMWE Z'AMERIKA
ZASABYE UBUYOBOZI BWA
FPR KO HAKORWA
CORRIDOR NEUTRE YAHERA
AHO IMPUNZI ZIRI MURI
ZAIRE KUGEZA MU
BIROMETERO 60. MURI IYO
ZONE NTHABONEKEMO
INGABO ZA FPR.

UBUTEGETSI BWO MURI IYO
ZONE BUKIYARIRWA NA ONU
BIYO IMPUNZI ZIGATAHA
NTA BWOBA ZITTE.

IBYO DUTEGEREJE KO FPR
IZARVEMERA DORE KO YO
INTI IKIRAZO KO IYO
CORRIDOR YATERUKA MURI
ZAIRE, MU BURUNDI NO MURI
TANZANIYA.

UBWO ABATURAGE BAKAJYA
KURYA IBYO BAHINZE
FWARO NABAKORA
IMISHYIKIRANO
BAGATANGIRA.

DUTEGEREJE ICYO
RUNYENZI IZABVUGAHO.